

# Les communs anticapitalistes comme stratégie de décroissance



**Bengi Akbulut (Photo Concordia University)**

**Par Bengi Akbulut (2019, Nouveaux Cahiers du Socialisme)**

[https://www.academia.edu/39604728/Anti\\_Capitalist\\_Commons\\_as\\_a\\_Degrowth\\_Strategy\\_English](https://www.academia.edu/39604728/Anti_Capitalist_Commons_as_a_Degrowth_Strategy_English)

La décroissance, comme cadre conceptuel et instrument politique, est devenue de plus en plus motivante tant pour la recherche intellectuelle que pour de nouvelles pratiques militantes en imaginant et mettant en oeuvre des façons nouvelles pour articuler les liens entre société, économie et nature.

Aujourd'hui, le concept est entré dans la littérature scientifique (1), le vocabulaire des mouvements sociaux (2), le débat public sur l'élaboration des politiques, et même au Parlement européen (3) dans un périmètre allant de l'ajustement des infrastructures à la réorganisation du travail, en passant par les économies solidaires, le plafonnement des ressources et les alternatives au PIB.

Bien qu'elle soit généralement perçue comme une réduction d'échelle sur le plan matériel, on peut utiliser la décroissance, et on le fait, pour envisager et exiger une transformation beaucoup plus globale (et radicale) des sociétés et des économies.

La décroissance est en effet une proposition de réduction (et de stabilisation) volontaire, équitable et démocratique, de la production matérielle et énergétique par laquelle la société extrait, transforme, transporte et distribue aux fins de consommation mais aussi élimine en tant que déchet (4). Il ne s'agit pas seulement d'une question de durabilité environnementale: et c'est là un aspect important de cette réduction d'échelle, souvent négligé, il s'agit aussi d'une perspective inséparable de la justice sociale.

La réduction d'échelle de la production et de la consommation est en soi une exigence de justice ; celle-ci passe par la décroissance, dans la mesure où les effets négatifs de l'utilisation croissante des ressources et de l'élimination des déchets ne sont jamais répartis de manière égale au sein des sociétés ou entre elles.

Pourtant, la décroissance n'est pas seulement une question quantitative consistant à faire moins de la même chose (5), beaucoup plus fondamentalement, il s'agit d'un appel à rompre radicalement avec l'impératif de croissance et à détrôner la croissance économique en tant qu'objectif sociétal.

La décroissance lance un défi plus large à l'économisme, c'est-à-dire à la logique économique qui colonise notre imagination (6) et à la rationalité économique qui domine toutes les autres rationalités, objectifs et représentations sociales.

Elle cherche à déconstruire et à s'opposer à l'inévitabilité de l'impératif de croissance et à son association automatique avec la notion de progrès, et vise à éluder l'économie en tant que système de représentation. (7) Cela implique une nouvelle conception des relations, des identités et des activités économiques dans des termes différents (non économiques), dissociés des représentations économiques ; une remise en question radicale des objectifs d'efficacité et de maximisation du profit (ou de l'utilité) (8) ; et une (re)politisation de l'économie en mettant l'accent sur la démocratie dans son élaboration (9). En ce sens, la décroissance est porteuse d'un énorme potentiel de reconstruction et de réinvention de la sphère économique en tant que domaine où des décisions éthiques et politiques peuvent être prises.

Dans une optique connexe, la décroissance ne signifie pas seulement moins mais également différent : elle demande une réorientation des rapports économiques selon des principes différents, vers une structure différente, afin de remplir des fonctions différentes (10). C'est une proposition pour aller vers une société où l'économie et, partant, le métabolisme social - comment les sociétés organisent leur interaction avec les flux de matières et d'énergie - sont organisés différemment.

Parmi les principes et notions évoqués dans ce cadre figurent la prise en charge, le soin, le partage, l'autonomie, la solidarité, la justice, la démocratie et la convivialité. Ainsi, la mise en place et le développement d'économies alternatives, c'est-à-dire de processus de production, d'échange, de travail/rémunération, de finance et de consommation qui diffèrent sciemment de l'activité économique dominante (capitaliste), sont fréquemment identifiés comme une des facettes de la décroissance.

C'est cette conception plus globale de la décroissance qui lui confère une grande partie de son potentiel radical. Pourtant, paradoxalement, la plupart des débats autour du caractère réaliste d'un avenir de décroissance et des stratégies potentielles pour une transition vers la décroissance sont essentiellement focalisés sur la compréhension initiale et la plus simple de la décroissance : la réduction de la production et de la consommation.

Les arguments en faveur de la décroissance ont remis en cause le lien supposé entre le bien-être humain et la croissance matérielle (11), en démontrant la possibilité de garantir la prospérité et de lutter contre la pauvreté sans augmentation de la production matérielle, via, par exemple, une combinaison de politiques telles que le partage du travail, le revenu de base, le plafonnement des salaires et une réforme fiscale globale<sup>12</sup>.

Je soutiens cependant qu'il faut réfléchir autant, sinon plus, à la faisabilité et aux stratégies à adopter pour les autres aspects de la décroissance - le détronement de la croissance et la réorientation des rapports économiques selon des principes différents.

Pour dire les choses crûment, il n'est pas réaliste de penser que réduire les matériaux et l'énergie qui sont nécessaires dans les processus de production et de consommation puisse se faire sans détroner (la croissance) et réorienter (l'économie). En ce sens, les piliers du projet de décroissance ne doivent pas être considérés dans une hiérarchie de priorités, mais plutôt comme des axes imbriqués qui se renforcent mutuellement

Pour être plus précis, la question fondamentale concernant les sujets d'une politique de décroissance - qui va exiger la décroissance, à quel titre et comment - soulevée par le débat sur la transition vers la décroissance ne peut être traitée de manière adéquate en l'absence d'une telle vision.

Il n'y a pas de réponses faciles à ces questions, avant tout parce que l'attractivité de la croissance économique est profondément ancrée dans la société, tant sur le plan économique/matériel qu'en tant qu'objectif sociétal, même pour les acteurs sociaux qui en supportent les charges sociales et environnementales de façon disproportionnée (13).

La capacité même des forces sociales à contester et dépasser l'impératif de la croissance économique restera inévitablement limitée, à moins que l'on puisse la démystifier en tant qu'objectif sociétal (« détroner ») et sans rompre les liens matériels entre la croissance et le bien-être de la majorité des populations humaines (« ré-orienter »).

En d'autres termes, une politique de décroissance ne peut être efficace que dans la mesure où elle peut organiser les bases matérielles de la (re)production sociale - notamment pour les éventuels sujets d'une telle politique - de sorte que de nouvelles bases de subsistance et de nouvelles valeurs non colonisées par l'économisme puissent être élaborées.

De telles politiques permettraient à la fois de se substituer au rôle joué par la redistribution des bénéfices de la croissance économique et de donner aux citoyens-sujets le pouvoir d'exiger une vie qui soit au-delà de la croissance. Pour commencer à résoudre ce problème, je voudrais proposer le cadre du faire-commun anticapitaliste, c'est-à-dire une manière anticapitaliste d'organiser le terrain de la reproduction sociale, en s'inspirant de la tradition marxiste autonomiste.

## **Les communs anti-capitalistes et le « faire-commun » (commoning)**

Les biens communs peuvent être définis le plus simplement du monde comme étant les différentes formes de richesse partagée, tant matérielle qu'immatérielle. Bien que nous soyons habitués à penser davantage en termes de ressources naturelles (physiques), la réflexion (et l'action) récente sur les biens communs a élargi les limites de cette compréhension conventionnelle pour inclure l'espace urbain, la connaissance, les droits sociaux (tels que les systèmes de protection sociale et de retraite) et la richesse culturelle et intellectuelle.

Alors que la littérature abondante sur les biens communs aborde la notion à partir de positions différentes - et parfois radicalement opposées (14) -, j'aimerais m'appuyer sur la compréhension spécifique du terme utilisée par le mouvement autonome au sein de la perspective marxienne.

Cette conception, illustrée par les travaux de George Caffentzis (15), Silvia Federici (16), Massimo De Angelis (17), et plus largement du Midnight Notes Collective (18), définit à la fois le concept de communs et d'enclosures [L'enclosure est un mouvement cumulatif : chaque nouvel enclos tend à faire reculer les droits d'usage au profit du droit de propriété, et incite finalement à enclore de nouvelles parcelles, Ndt] de manière assez distincte, notamment par sa référence à l'ensemble des relations sociales autour des communs.

Cette approche met en évidence l'ensemble de relations et de pratiques sociales qui produisent et reproduisent des biens communs en tant que formes de richesse sociale non marchande, c'est-à-dire des actes de mise en commun. (19) Plus précisément, les biens communs sont définis comme des lieux de reproduction sociale accessibles à tous de manière égale, indépendamment de l'intermédiation de l'État ou du marché, et où celle-ci intervient dans le cadre d'un travail collectif, d'un accès égal aux moyens de (re)production et de formes égalitaires de prise de décision. (20)

De telles formes de reproduction sociale et d'accès aux ressources sociales fabriquent alors une certaine protection tant contre le marché que contre l'État. Les enclosures, quant à elles, sont des instruments qui ont pour objectif l'expropriation, la fragmentation et la destruction de l'autonomie de la reproduction sociale par le marché et/ou l'État.

De ce point de vue, les biens communs ne se limitent pas à des formes de partages de richesses naturelles et sociales, mais incluent des modes de rapports, de réseaux, de pratiques et de luttes qui fournissent (à des degrés divers) un accès à des moyens de reproduction sociale autonomes par rapport au marché et à l'État. (21) Plus important encore peut-être, le cadre met l'accent sur les caractéristiques particulières des pratiques sociales qui constituent les communs.

De ce fait, les communs sont des formes de richesses non-marchandisées pouvant être utilisées par tous, des sites de travail collectif coopératif et sont régulés de manière non-hiérarchique. Une telle approche intègre donc les valeurs/principes par lesquels les relations sociales de mise en commun sont organisées (par exemple, la solidarité, la collectivité, la coopération, l'autogestion, l'égalitarisme, la démocratie), et concrétise des formes de relations entre communautés et biens communs qui ne se limitent pas à l'usage utilitariste des ressources ( et qui seraient par exemple, l'autosuffisance, la reproduction autonome de la vie, l'assurance de la subsistance plutôt que la génération de profits).

Pour résumer, les biens communs anticapitalistes sont des espaces de reproduction sociale accessibles à tous de manière égale, en dehors de l'intermédiation de l'État ou du marché, dans lesquels la reproduction et la production se font dans le cadre d'un travail collectif, d'un accès égal aux moyens de (re)production et de formes égalitaires de prise de décision.

Dans ce contexte, jardins familiaux, jardins et squats urbains, coopératives alimentaires, monnaies locales, licences de «biens communs créatifs» et pratiques de troc etc. sont des formes contemporaines de communs. (22) Ces exemples constituent des pratiques d'auto-provisionnement qui échappent à la logique des marchés et incarnent, à des degrés divers, une forme collective d'auto-reproduction.

Les occupations de terres tant urbaines que rurales, par exemple, représentent une autre forme de production du commun (commoning), dans la mesure où ils fournissent un accès collectif aux moyens de reproduction sociale (c'est-à-dire un abri, des terres arables, etc.) en marge du marché et représentent des formes non marchandisées de richesse sociale.

Les jardins communautaires urbains peuvent servir de vecteurs pour reprendre le contrôle de la production alimentaire, assurer la subsistance et régénérer l'environnement. Ils sont également des lieux de production de connaissances, de transmission/échange intergénérationnel et de reproduction des relations sociales, ainsi qu'un moyen de faire se rencontrer diverses pratiques culturelles.

## **Produire du commun comme stratégie de décroissance**

Pour Federici et Caffentzis, «les communs ne sont pas le point final de la lutte anticapitaliste, mais bien son instrument». Ils mettent l'accent sur cette nécessité pour les mouvements de mettre leur propre reproduction (sociale) à l'ordre du jour

et d'« apprendre à mettre leur vie en commun, en s'organisant par exemple sur la base de leurs différents besoins et possibilités, et en éliminant les pratiques qui peuvent devenir des principes d'exclusion ou de hiérarchisation » (23).

Dans le même ordre d'idées, De Angelis et Harvie affirment qu'«il est difficile aujourd'hui de concevoir l'émancipation vis-à-vis du capital - et de trouver de nouvelles solutions pour répondre aux exigences du bien vivre, de la justice sociale et écologique - sans s'organiser en même temps sur le terrain des biens communs et des systèmes non-marchandisés de production sociale» (24).

Un aspect important des communs anticapitalistes est donc qu'ils dynamisent et renforcent les luttes contre le capital (et l'État) en garantissant plusieurs niveaux d'autonomie dans la reproduction sociale.

En ce sens, ils constituent le fondement même de la lutte: en dissociant les moyens et les processus de reproduction sociale du marché et de l'État, on obtient l'indépendance nécessaire pour les contrer. (25) Si, par exemple, les pratiques de partage de la nourriture, du logement, de l'eau, de la santé, de l'éducation, etc. peuvent offrir un tel espace d'autonomie, la nécessité de dépendre du capital/de l'État pour la reproduction sociale en serait effectivement (et de manière critique) amoindrie.

Les sujets des luttes contre le capital et l'État prendraient le dessus si et quand les bases matérielles de leur reproduction sociale se mettent en place via les communs et les dotent d'autonomie. On peut avancer un raisonnement similaire pour les politiques de décroissance. Le bien-être matériel de la majorité de la population humaine est lié à la redistribution des bénéfices de la croissance économique dans le cadre du capitalisme mondial (et de l'État-nation) (26).

Organiser le terrain de la reproduction sociale comme un bien commun anticapitaliste, cependant, pourrait bien briser les liens entre la croissance économique et le bien-être général. Ceci prévaudrait sur le rôle joué par la distribution des bénéfices de la croissance économique dans la satisfaction des besoins matériels en assurant une reproduction sociale équitable et collective.

Les biens communs permettraient alors de libérer les sujets potentiels de la politique de décroissance en érigeant la base matérielle même sur laquelle ils pourraient pour ainsi dire se hisser. On ne peut donc se permettre de traiter les biens communs comme seulement la pièce maîtresse potentielle d'une future société de décroissance (27).

Le processus de construction des communs (Commoning) ne devrait pas seulement être une vision pour un avenir postcroissance, mais plutôt un appel à s'organiser ici et maintenant, afin d'ouvrir les voies potentielles vers cet avenir. En fin de compte, les biens communs anticapitalistes devraient devenir une stratégie de décroissance et non pas être le résultat de cette stratégie.

## Références:

- 1 Martin Weiss and Claudio Cattaneo, "Degrowth—taking stock and reviewing an emerging academic paradigm", *Ecological Economics*, 137(7), pp. 220-230.
- 2 Corinna Burkhart, Matthias Schmelzer and Nina Treu, "Degrowth in Movement(s) is searching for alternatives and alliances", 15 July 2016, <https://www.degrowth.info/en/dim/degrowth-in-movements/introduction>; Federico Demaria, François Schneider, Filka Sekulova and Joan Martinez-Alier, "What is degrowth? From an activist slogan to a social movement", *Environmental Values*, 22(2), 2013, pp. 191-215.
- 3 Federico Demaria, "When degrowth enters the parliament", *The Ecologist*, 16 January 2017, <https://theecologist.org/2017/jan/16/when-degrowth-enters-parliament>
- 4 Giorgos Kallis, "In defence of degrowth", *Ecological Economics*, 70(5), 2011, pp. 873-880.
- 5 Giorgos Kallis, Federico Demaria, Giacomo D'Alisa, "Introduction: Degrowth", in Giacomo D'Alisa, Federico Demaria and Giorgos Kallis (eds), *Degrowth: A vocabulary for a new era*, London: Routledge, 2015, pp. 1-17.
- 6 Serge Latouche, *De coloniser l'imaginaire*, Lyon, Parangon, 2005
- 7 Serge Latouche, *L'invention de l'Economie*, Paris, Albin Michel, 2005.
- 8 Demaria et al., "What is degrowth?"; Giorgos Kallis, "The Degrowth Alternative", Great Transition Initiative, , Great Transition Initiative, February 2015, <https://www.greattransition.org/publication/the-degrowth-alternative>
- 9 Valérie Fournier, "Escaping from the economy: the politics of degrowth", *International Journal of Sociology and Social Policy*, 28(11/12), 2008, pp. 528-545.
- 10 Kallis et al., "Introduction: Degrowth"
- 11 See, for instance, Tim Jackson, *Prosperity without Growth: Economics for a Finite Planet*, London, Earthscan, 2009; Richard Layard, *Happiness: Lessons from a New Science*, New York, Penguin Books, 2006.
- 12 Kallis, "The Degrowth Alternative".
- 13 Bengi Akbulut and Fikret Adaman, "The Unbearable Charm of Modernization: Growth Fetishism and the Making of State in Turkey", *Perspectives: Political Analysis and Commentary from Turkey*, #5.13, 2013, [https://tr.boell.org/sites/default/files/perspectives\\_5\\_toplu\\_eng.pdf](https://tr.boell.org/sites/default/files/perspectives_5_toplu_eng.pdf); Murat Arsel, Fikret Adaman and Bengi Akbulut, "Authoritarian Populism, Neoliberal Developmentalism, and Extractivism in the Countryside: The Soma Mining Disaster in Turkey", *Development and Change*, forthcoming.

- 14 See Bengi Akbulut, "Commons" in Clive L. Spash (ed) *The Routledge Handbook of Ecological Economics: Nature and Society*, Abingdon, Routledge, 2017, pp. 395-403, for a discussion.
- 15 George Caffentzis, "The future of the commons: Neoliberalism's 'Plan B' or the original disaccumulation of capital?", *New Formations*, 69(1), 2010, pp. 23-41.
- 16 Silvia Federici, "Feminism and the politics of the commons in an era of primitive accumulation", in Silvia Federici, *Revolution at Point Zero: Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press, 2012, pp. 138-148; Silvia Federici and George Caffentzis, "Commons against and beyond capitalism", *Community Development Journal*, 49, S1, 2014 pp. i92–i105.
- 17 Massimo De Angelis, "Grounding Social Revolution: Elements for a Systems Theory of Commoning, in Guido Ruivenkamp and Andy Hilton (eds) *Perspectives on Commoning: Autonomist Principles and Practices*, London, Zed Books, 2017, pp. 213-256; Massimo De Angelis and David Harvie, "The commons", in Martin Parker, George Cheney, Valérie Fournier and Chris Land (eds) *The Routledge Companion to Alternative Organization*, London, Routledge, 2014, pp. 280-294.
- 18 Midnight Notes Collective and Friends, *Promissory Notes: From Crisis to Commons*, <http://www.midnightnotes.org/Promissory%20Notes.pdf>, 2009.
- 19 Peter Linebaugh, *The Magna Carta Manifesto: Liberties and Commons for All*, Berkeley, University of California Press, 2008.
- 20 Federici and Caffentzis, "Commons against and beyond".
- 21 That commons provide degrees of independence from the state and the market does not imply that they are a completely autonomous sphere from the market or the state, or that commoning practices take place on a terrain outside of the two. Reclamation of the public sphere where past labor and resources are stored is a form of commoning as access to public resources and services provide a degree of protection from the market. In a parallel vein, this approach does not deny that there is a role for struggles within the sphere of the state to defend, reclaim and construct commons. On the contrary, many forms of access to collective social wealth can be (and is) acquired through such struggles and institutionalized by state legislation. Contemporary examples include the sanctioning of the right of the indigenous people to use the natural resources in their territories by the Venezuelan Constitution in 1999 and the recognition of communal property by the Bolivian Constitution in 2009.
- 22 Federici and Caffentzis, "Commons against and beyond".
- 23 *ibid*, p.i101.
- 24 De Angelis and Harvie, "The commons"
- 25 Federici and Caffentzis, "Commons against and beyond"
- 26 Continued economic growth displaces conflicts around the qualitative character of economic relations, i.e. what is to be produced, how is it to be distributed, and who decides, to the quantitative terrain where increasing economic output can effectively diffuse distributive conflict. See Claus Offe, "A non-productivist design for social policies", in Philippe Van Parijs (ed) *Arguing for Basic Income: Ethical Foundations of a Radical Reform*, London, Verso, 1992, pp.61-78; Emanuele Leonardi, "Bringing class analysis back in: Assessing the transformation of the value-nature nexus to strengthen the connection between degrowth and environmental justice", *Ecological Economics*, forthcoming.
- 27 See, for instance, Giacomo D'Alisa, Federico Demaria and Giorgos Kallis (eds), *Degrowth: A vocabulary for a new era*, London: Routledge, 2015